

Cote du document: EB 2019/127/R.23
Point de l'ordre du jour: 8 d) i) a)
Date: 13 août 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de financement

République populaire du Bangladesh

Projet de transformation des entreprises rurales

Numéro de projet: 2000002356

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar
Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +880 1713012663
courriel: o.zafar@ifad.org

Nigel Brett
Directeur régional
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-septième session
Rome, 10-12 septembre 2016

Pour: **Approbation**

Table des matières

Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du projet	4
B. Composantes/résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	8
A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
IV. Mise en œuvre	9
A. Cadre organisationnel	9
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	10
C. Plans de mise en œuvre	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

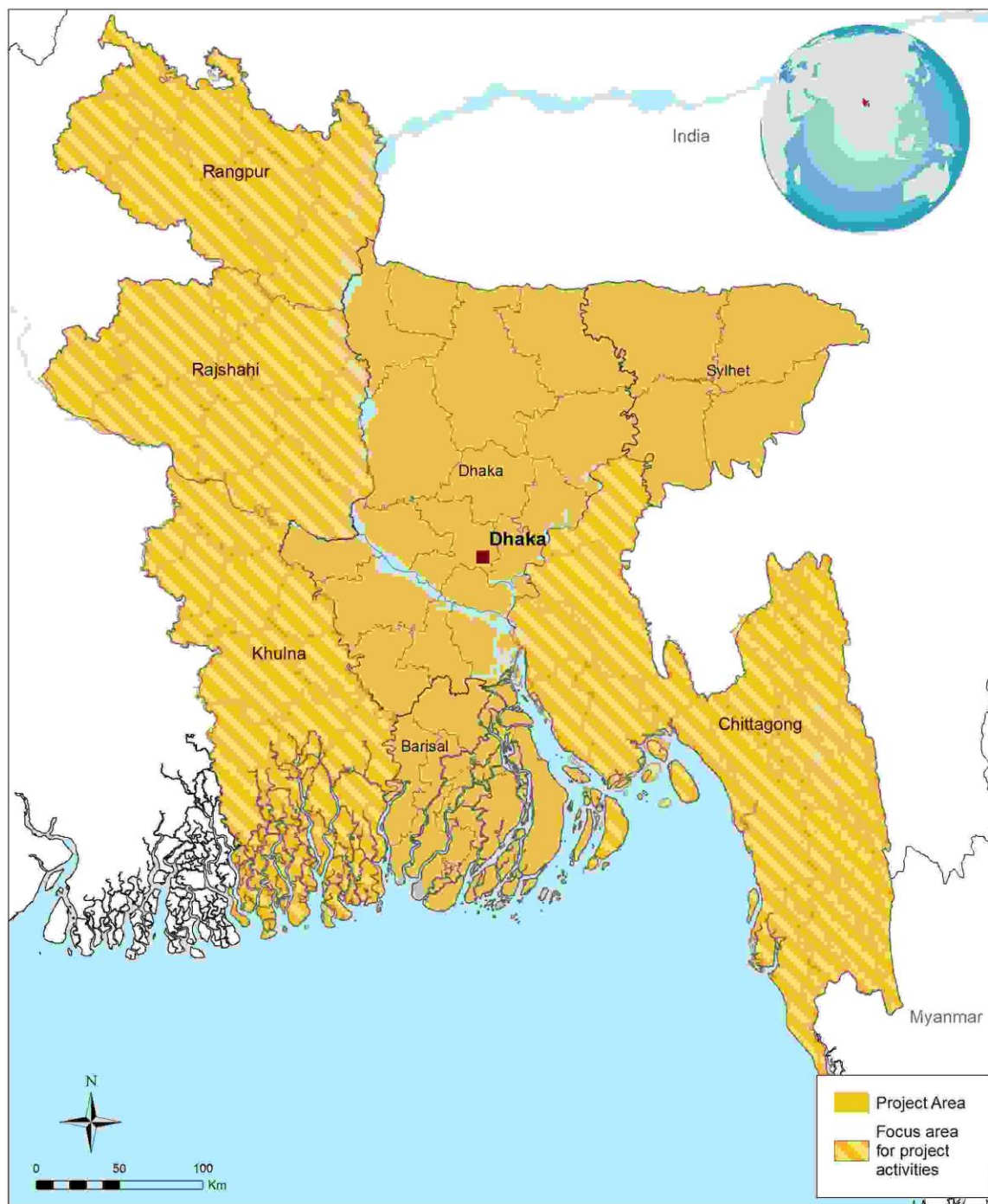
Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Omer Zafar
Responsable technique du projet:	Michael Hamp
Responsable de la gestion financière:	Álvaro Fernández
Spécialiste climat et environnement:	Vidhisha Nayanthara Samarasekara
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

ODD	objectif de développement durable
PKSF	Fondation Palli Karma-Sahayak
UGP	unité de gestion du projet

· ·
· ·

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Source: FIDA; 11/04/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF)
Bénéficiaire du don:	Ministère de la protection sociale des expatriés et de l'emploi à l'étranger
Coût total du projet:	200,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	71,85 millions d'EUR (équivalant approximativement à 80,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,90 million d'EUR (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)
Montant du financement du FIDA pour l'action climatique*:	0,3 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: 67%; Mixtes: 33%
Cofinanceurs:	À confirmer
Montant du cofinancement:	8,3 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de la PKSF:	13,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,9 million d'USD
Contribution du secteur privé, des organisations partenaires et des établissements financiers non bancaires:	96,8 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe du FIDA
Institution initiatrice:	FIDA

* Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 52.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Avec une population de 153 millions d'habitants (2016) et une superficie de 147 500 km², la République populaire du Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés du monde. Au cours des dernières décennies, le pays a connu une croissance économique phénoménale, qui a atteint en moyenne 6,5% au cours des dix dernières années et qui a culminé à 7,86% en 2017-2018. En 2015, le Bangladesh a obtenu le statut de pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure et, en 2018, il a rempli les critères d'admission au retrait de la liste des pays les moins avancés de l'Organisation des Nations Unies. Fort de sa performance soutenue à l'égard de divers indicateurs, notamment sur le plan de la réduction de la pauvreté et de la production alimentaire, le pays devrait sortir de la catégorie des pays les moins avancés en 2024.
2. Malgré ces progrès impressionnants réalisés dans la lutte contre la pauvreté, qui ont favorisé la montée en puissance de la classe moyenne, l'incidence de la pauvreté reste élevée. D'après les estimations, le taux de pauvreté national est passé de 49% en 2000 à 24,3% en 2016. Au cours de la même période, la proportion de la population en situation de pauvreté extrême est tombée de 34% à 13%. Toutefois, quelque 40 millions de personnes vivaient encore sous le seuil de pauvreté en 2016, et le taux de pauvreté demeure plus élevé en milieu rural (26,4%) que dans les centres urbains (18,9%).
3. Les exportations de produits agricoles sont restées relativement stables au cours des cinq dernières années. Les exportations ont augmenté dans le secteur de la pêche, alors que les importations de riz ont fortement diminué en raison de la hausse substantielle de la production nationale. Bien que l'activité continue de glisser de l'agriculture vers l'industrie et les services, et que l'agriculture représente désormais 15,4% du produit intérieur brut, 41% de la population travaille toujours dans ce secteur de l'économie.
4. Le secteur de l'agriculture est principalement limité par les facteurs suivants:
 - i) l'obsolescence des technologies; ii) la mauvaise articulation avec les marchés; iii) l'accès limité à des services financiers appropriés. La politique agricole nationale du Bangladesh vise à accélérer le passage d'une agriculture de semi-subsistance à une agriculture commerciale en favorisant les gains de productivité, la diversification, la création de valeur ajoutée et la transformation agricole.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. **Changements climatiques.** Le Bangladesh occupait en 2016 le deuxième rang de l'indice de vulnérabilité au changement climatique. Les précipitations tombant pendant la mousson devraient augmenter de 10 à 15% d'ici à 2030; la hausse du niveau des mers provoquera l'inondation de 120 000 kilomètres carrés d'ici à 2050; les cyclones dans le golfe du Bengale seront plus fréquents en raison de la hausse des températures. L'adaptation est donc une nécessité, et elle ne concerne pas que les agriculteurs soucieux d'adapter leurs choix de cultures. Les producteurs des zones rurales semblent adopter des mesures d'adaptation de manière autonome. Pour leur part, les pouvoirs publics et les partenaires de développement ont déjà mis en œuvre un large éventail de projets d'adaptation aux changements

climatiques qui ont permis de développer des savoirs et des capacités que les nouveaux projets de développement pourraient exploiter.

6. **Nutrition.** Chez les enfants, le retard de croissance est estimé à 36% et la sous-nutrition aiguë à 14%, tandis que 22% des nouveau-nés ont un faible poids à la naissance. En outre, les carences en micronutriments (également appelées "faim invisible") restent un défi de taille: en effet, 21% des enfants présentent une carence en vitamine A. En parallèle, le surpoids et l'obésité ont connu une progression rapide, touchant 24% des femmes, et sont associés à une consommation accrue d'acides gras trans, d'aliments ultra-transformés et de boissons sucrées. C'est pourquoi les interventions axées sur la nutrition doivent cibler à la fois le système alimentaire et les attitudes sociales à l'égard de l'alimentation.
7. **Genre.** Au Bangladesh, la situation quant à l'égalité femmes-hommes s'est améliorée au fil du temps et des progrès solides ont été enregistrés au titre de plusieurs indicateurs sexospécifiques. Par exemple, la parité femmes-hommes a été atteinte dans l'enseignement primaire et secondaire, et la mortalité maternelle diminue de 5,5% par an. Selon l'indice mondial de l'écart entre les genres (Forum économique mondial, 2017), le Bangladesh occupe le premier rang des pays d'Asie du Sud en matière d'égalité femmes-hommes et figure parmi les plus performants de toute la région Asie-Pacifique. Cependant, des lacunes importantes subsistent. Les femmes continuent d'être défavorisées pour ce qui est d'accéder à des perspectives économiques, d'obtenir des services sociaux, de participer à la vie politique et d'assurer un contrôle financier.
8. **Jeunes.** La population du Bangladesh est considérée comme jeune. Selon l'Organisation internationale du Travail, près de 20% de la population est âgée de 15 à 24 ans, tandis que l'âge médian de la population est légèrement supérieur à 26 ans. Parmi les jeunes, le taux d'activité est faible (41%) et le taux de chômage s'élève à 13%; de plus, environ 20% des jeunes travailleurs occupent des emplois irréguliers. Près de 27% des jeunes ne sont ni scolarisés ni employés, d'où la nécessité de créer des emplois durables.

Justification de l'intervention du FIDA

9. Comme le montrent les indicateurs de pauvreté et de malnutrition décrits ci-dessus, il est nécessaire de réaliser des investissements productifs ciblés dans les zones rurales, en plus de favoriser l'accès à des services financiers, afin d'accélérer l'avènement d'une croissance économique inclusive, de réduire durablement la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire. Ces investissements doivent porter davantage sur les secteurs et les produits ayant le maximum d'effets positifs sur la nutrition.
10. L'expérience du FIDA au Bangladesh montre que le fait d'aider les petits agriculteurs à accroître leur productivité et leur production agricoles a des effets positifs sur la croissance des revenus des ménages, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. De même, le soutien à la création et au développement des microentreprises permet d'accroître les revenus, d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté. Il est toutefois devenu évident que, sans une intégration significative à des filières rentables et reliées à des marchés en expansion, l'allocation d'investissements fragmentés à la production primaire et aux microentreprises ne génère pas la croissance nécessaire pour transformer l'économie rurale et éliminer durablement la pauvreté.
11. Dans ce contexte, le Projet de transformation des entreprises rurales, qui sera mis en œuvre par la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF), soutiendra les petits agriculteurs et microentrepreneurs (ou leurs organisations) et les entreprises agricoles, en leur donnant accès à une assistance technique et financière qui leur permettra d'améliorer leurs activités et de s'intégrer contractuellement dans les filières sélectionnées. Le choix des produits joue, à cet égard, un rôle fondamental.

Les produits qui répondent à la demande croissante des marchés nationaux, régionaux et mondiaux, qui procurent des avantages nutritionnels aux producteurs et aux consommateurs, et qui correspondent aux normes de qualité et de salubrité des aliments seront prioritaires dans le cadre du projet. Il convient de noter que la forte croissance macroéconomique que le Bangladesh a connue au cours des dernières décennies a conduit à l'émergence d'une classe moyenne en plein essor. Il en a résulté une hausse rapide de la demande en viande, en légumes, en fruits et en produits laitiers. En parallèle, les consommateurs sont de plus en plus sensibles à la qualité et à la salubrité des aliments, ce qui entraîne un accroissement de la demande d'aliments certifiés de qualité.

B. Enseignements tirés de l'expérience

12. Dans le cadre de sa collaboration avec la PKSF, le FIDA s'est employé à élargir les programmes de base de la Fondation et à mettre en place des innovations que l'organisation a ensuite adaptées à ses besoins au moyen de ses ressources de base et des financements octroyés par d'autres partenaires. Cette stratégie s'est révélée très efficace. On trouvera dans les paragraphes suivants une synthèse des principaux enseignements pertinents pour le projet en question.
 - **Développement des microentreprises.** Il s'agit d'un levier efficace pour la réduction de la pauvreté rurale et la création d'emplois. Néanmoins, la demande de financement des microentreprises est nettement supérieure à l'offre existante.
 - **Emploi dans les microentreprises.** Dans le cadre de l'actuel Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole, la PKSF a financé plus de 600 000 microentreprises et ainsi permis la création de 1,4 million d'emplois à temps plein. Il apparaît donc que les investissements dans les microentreprises ont des effets positifs sur l'emploi.
 - **Chaînon manquant.** Près de 87% des entreprises sont des microentreprises, dont 58% sont situées en milieu rural. L'écart d'échelle est important entre les microentreprises (qui emploient en moyenne 5,4 personnes) et les entreprises de taille moyenne (qui comptent en moyenne 99,4 personnes). Les institutions de microfinancement ne sont pas en mesure d'intensifier leurs opérations pour fournir des services à de grandes entreprises, tandis que les institutions financières ne savent pas opérer à plus petite échelle pour toucher les petites entreprises.
 - **Prestation de services.** Les expériences tirées de projets antérieurs ont montré combien il est important d'associer services financiers et non financiers pour optimiser les résultats et l'impact au niveau des microentreprises. Dans les projets mis en œuvre par la PKSF, cette combinaison de services a eu des effets positifs sur le chiffre d'affaires et le résultat des microentreprises.
 - **Normes de salubrité des aliments.** D'après l'Institute of Public Health Nutrition, l'institut bangladais de la santé publique et de la nutrition, 50% des produits alimentaires testés entre 2001 et 2009 étaient frelatés (et contenaient notamment des résidus de pesticides), ce qui entraîne des risques pour la santé des consommateurs dans le pays et empêchait les exportations. Dans le cadre du Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole, l'introduction de normes pour les produits de la pêche s'est avérée efficace; cette mesure doit être étendue à tous les produits alimentaires.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du projet

13. L'objectif du projet est d'accroître durablement les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition des agriculteurs marginaux, des petits exploitants et des microentrepreneurs participant aux filières sélectionnées. L'objectif de développement consiste à garantir la croissance durable de certaines filières rurales en favorisant leur avantage comparatif, la demande du marché, le potentiel de croissance et les liens en amont avec les petits agriculteurs et les microentrepreneurs.
14. Le projet est assorti d'un mandat national en vertu duquel des investissements toucheront l'ensemble du pays. Les critères de sélection des domaines d'intervention seront l'incidence de la pauvreté, les perspectives économiques, la faisabilité et la complémentarité, ainsi que les investissements en cours dans le développement des filières agricoles. Deux autres objectifs seront pris en compte. Il s'agira: i) d'éviter les investissements dans les filières et les sous-districts déjà couverts par d'autres programmes de la PKSF; ii) de mettre l'accent sur les régions où les organisations partenaires proposent des programmes de prêt et ont la capacité de financer des filières. La liste des districts et sous-districts présentant un potentiel élevé pour les filières sélectionnées a été dressée. Les activités du projet devraient en majorité concerner les districts de Chittagong, Khulna, Rajshahi et Rangpur.
15. Sur la base des données concernant les terres et les dépenses figurant dans la dernière enquête sur les revenus et les dépenses des ménages au Bangladesh, le Projet de transformation des entreprises rurales ciblera les groupes suivants: i) les ménages extrêmement pauvres (10% des bénéficiaires) qui sont sans terre ou qui possèdent jusqu'à 0,49 acre de terre (un acre=0,4 ha); ii) les ménages pauvres en transition (27% des bénéficiaires), qui disposent de 0,50 à 1,49 acre de terre; iii) les entrepreneurs pauvres (63% des bénéficiaires), qui possèdent plus de 1,50 acre de terre. La majorité des bénéficiaires directs de la composante "Services financiers" seront des femmes qui bénéficieront des prêts de la PKSF. Les jeunes seront ciblés directement (en qualité de producteurs ou d'agents de vulgarisation privés formés au titre du projet) et indirectement (par des emplois salariés).

B. Composantes/résultats et activités

16. **Composante 1: Renforcement des filières.** Cette composante permettra aux microentreprises d'étendre durablement leurs activités en adoptant des méthodes de production efficaces, en se conformant aux normes internationalement reconnues de sécurité et de traçabilité des aliments, et en consolidant leurs liens avec les marchés. Elle contribuera à créer un contexte propice à la croissance des micro- et petites entreprises et à renforcer leurs liens avec les entreprises agricoles et les autres acteurs des filières. Elle comprend cinq sous-composantes: i) organisation des producteurs; ii) prestation de services techniques et commerciaux (y compris concernant les bonnes pratiques agricoles mondiales [GLOBALGAP]) aux producteurs grâce à la promotion de services de conseil privés; iii) intégration des acteurs dans les filières sélectionnées; iv) renforcement des entreprises agricoles en aval (y compris en ce qui a trait au référentiel GLOBALGAP et à la conformité avec les protocoles d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques, au besoin); v) concertation sur les politiques avec les autorités publiques.
17. **Composante 2: Services financiers.** Cette composante assurera l'octroi de services financiers durables aux microentreprises et aux entreprises et sociétés agricoles en expansion/de plus grande taille. Elle comprend les trois sous-composantes suivantes: i) prestation de services financiers aux microentreprises par l'intermédiaire des organisations partenaires (institutions de

microfinancement); ii) octroi de financements commerciaux aux grandes microentreprises et aux petites et moyennes entreprises agricoles par l'intermédiaire d'établissements financiers non bancaires; iii) utilisation optimale des envois de fonds grâce à la formation des membres de la famille des travailleurs ayant un emploi à l'étranger.

18. **Composante 3: Renforcement des institutions et gestion de projet.** Cette composante vise, d'une part, à renforcer les capacités de la PKSF et des organisations partenaires en matière de développement, en tirant parti des tendances actuelles dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, des services financiers, des plateformes commerciales et des nouvelles technologies, et, d'autre part, à garantir une gestion satisfaisante du projet. Elle comprend les trois sous-composantes suivantes: i) renforcement des capacités de la PKSF; ii) renforcement des capacités des organisations partenaires; iii) gestion de projet (voir la section sur la gestion et la coordination de projet).
19. Près de 445 000 ménages devraient directement bénéficier du projet, dont des petits agriculteurs, des microentrepreneurs et d'autres participants aux filières (fournisseurs d'intrants, commerçants, prestataires de services). Parmi eux, 100 000 ménages recevront plusieurs séries de services de microfinancement et de renforcement des filières, tandis que 345 000 bénéficieront de services axés sur les filières. Si l'on considère qu'un ménage compte en moyenne 4,5 membres, 2 millions de personnes tireront profit du projet sur une période de six ans.
20. À son achèvement, le Projet de transformation des entreprises rurales devrait avoir atteint les principaux résultats suivants: i) 400 000 ménages auront adopté des technologies, des pratiques et des intrants nouveaux ou améliorés; ii) 1 500 organisations de producteurs ruraux auront conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des entités publiques ou privées; iii) 100 000 ménages utiliseront des services financiers ruraux.

C. Théorie du changement

21. La théorie du changement formulée dans le cadre du Projet de transformation des entreprises rurales tient compte du fait que des millions de petits agriculteurs et de microentrepreneurs sont dans l'incapacité de passer d'une agriculture de semi-subsistance à des activités commerciales. Cette transition est entravée par de nombreuses causes sous-jacentes, notamment la faiblesse de la productivité, l'obsolescence des technologies, la non-diversification des produits agricoles, la qualité médiocre de la production, le manque d'activités de transformation créatrices de valeur ajoutée, le caractère inadéquat des services de conseil, l'accès insuffisant à des services financiers et l'absence de marchés structurés.
22. Le Projet de transformation des entreprises rurales permettra aux petits agriculteurs et aux microentrepreneurs d'accéder à des technologies de production améliorées, de bénéficier de services financiers plus adaptés et de mieux s'intégrer aux marchés. Les producteurs seront organisés et acquerront les compétences dont ils ont besoin pour être en mesure de respecter les normes de salubrité des aliments, l'objectif poursuivi étant d'accroître la quantité de leur production et d'en améliorer la qualité. Dans le même temps, l'amélioration de l'intégration commerciale permettra de réduire l'instabilité des marchés et d'augmenter les rendements financiers. Enfin, de plus grands volumes de produits de qualité seront accessibles aux agripreneurs, lesquels bénéficieront de financements commerciaux provenant d'établissements financiers non bancaires et recevront une assistance technique. En résumé, le projet créera des synergies entre producteurs et agripreneurs et favorisera la hausse soutenue des revenus et la création d'emplois.

D. Alignement, appropriation et partenariats

23. Le Projet de transformation des entreprises rurales s'inscrit dans le droit fil du septième plan quinquennal national, destiné à faire du Bangladesh un pays à revenu intermédiaire. Le projet aura un impact considérable sur deux des objectifs clés de l'État, à savoir: i) accélérer la croissance du produit intérieur brut, créer des emplois et réduire rapidement la pauvreté; ii) faire en sorte que chaque citoyen tire parti du développement du pays. Il est également conforme à l'engagement réitéré du Bangladesh en faveur de la nutrition.
24. Le projet s'inscrit dans le cadre du mandat du FIDA en faveur de la transformation du monde rural, de son cadre stratégique 2016-2025 et des objectifs de développement durable (ODD). Il contribuera notamment à la réalisation des ODD 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité des sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 12 (consommation et production responsables).

E. Coût, avantages et financement

Coûts du projet

25. Le coût total du projet, incluant les provisions pour imprévus, s'élève à 200 millions d'USD, sur une durée d'exécution de six ans. Toutes les estimations de coûts sont fondées sur les prix en vigueur au Bangladesh. Le montant total alloué par le FIDA à ce projet au titre du financement de l'action climatique s'élève à 0,3 million d'USD.

Tableau 1

Coûts du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Cofinancement		PKSF		Organisations partenaires, secteur privé, établissements financiers non bancaires		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Renforcement des filières	14 397	41	-	-	8 299	24	1 190	3	10 454	30	877	2	35 217
2. Services financiers	58 215	38	1 000	100	-	-	10 756	7	86 405	55	-	-	156 376
3. Renforcement des institutions et gestion de projet	7 388	88	-	-	-	-	1 019	12	-	-	-	-	8 407
Total	80 000	40	1 000	1	8 299	4,1	12 965	7	96 859	48	877	-	200 000

Tableau 2

Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Cofinancement		PKSF		Organisations partenaires, secteur privé, établissements financiers non bancaires		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Dépenses d'investissement													
A. Crédit	58 215	37	-	-	-	-	10 756	7	86 406	56	-	-	155 377
B. Équipement et fournitures	90	96	-	-	-	-	4	4	-	-	-	-	94
C. Frais de gestion	-	-	-	-	664	100	-	-	-	-	-	-	664
D. Dons et subventions	10 750	75	1 000	7	2 599	18	-	-	-	-	-	-	14 349
E. Dépenses de fonctionnement	301	8	-	-	1 144	32	1 010	28	233	7	877	25	3566
F. Salaires et indemnités	3 975	93	-	-	-	-	319	7	-	-	-	-	4 293
G. Assistance technique	1 136	39	-	-	444	15	310	11	1 012	35	-	-	2 902
6. Études et ateliers	1 479	78	-	-	400	21	25	1	-	-	-	-	1 903
I. Formation	3 984	24	-	-	3 048	18	471	3	9 208	55	-	-	16 712
J. Véhicules	70	50	-	-	-	-	70	50	-	-	-	-	140
Total	80 000	40	1 000	0,5	8 299	4,1	12 965	6,5	96 859	48,5	877	0,4	200 000

Tableau 3

Coûts du projet par composante (et sous-composante) et par année du projet
 (en milliers d'USD)

	2020		2021		2022		2023		2024		2025		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Renforcement des filières	1 906	5	9 236	26	13 052	37	8 516	24	2 298	7	208	1	35 216
2. Services financiers	113 567	73	26 405	17	16 405	10	-	0	-	0	-	0	156 377
3. Renforcement des institutions et gestion du projet	1 742	21	1 557	19	1 969	23	1 280	15	948	11	911	11	8 407
Total	117 215	59	37 198	19	31 426	16	9 796	5	3 247	2	1 119	1	200 000

Stratégie et plan de financement/cofinancement du projet

26. Le projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 80,0 millions d'USD, un don du FIDA de 1,0 million d'USD, une contribution de la PKSF d'environ 13,0 millions d'USD, une contribution des bénéficiaires d'environ 0,9 million d'USD et une contribution conjointe des organisations partenaires, du secteur privé et des établissements financiers non bancaires à hauteur de 96,8 millions d'USD. L'ambassade du Danemark au Bangladesh envisage d'octroyer 55 millions de couronnes danoises (soit environ 8,3 millions d'USD aux taux de change en vigueur) au titre du projet. Ce financement potentiel, administré par le FIDA, servirait à cofinancer la composante 1 (renforcement des filières).

Décaissement

27. Dans le cadre du Projet de transformation des entreprises rurales, deux comptes désignés libellés en euros auprès de la Bangladesh Bank seront ouverts et gérés pour recevoir le produit des prêts et des dons. Les comptes désignés seront administrés selon le principe des avances temporaires, en application duquel le montant initial des prêts et des dons est avancé, puis reconstitué périodiquement au fur et à mesure des dépenses justifiées. Les allocations autorisées aux comptes désignés seront définies dans la lettre au bénéficiaire.

28. Trois procédures standard de décaissement sont prévues pour le retrait du financement au titre du projet:
- i) retrait anticipé;
 - ii) paiement direct;
 - iii) remboursement.
29. Les transferts aux organisations partenaires, aux établissements financiers non bancaires et aux sous-projets dédiés aux filières seront effectués à partir des comptes du projet en devise locale, selon le principe des avances temporaires et en application d'un calendrier trimestriel de reconstitution des ressources. Les conditions à remplir pour obtenir de nouveaux transferts de ressources anticipés seront précisées dans la lettre au bénéficiaire. Vers la fin du projet, le Fonds engagera des mesures pour recouvrir les avances consenties.

Résumé des avantages et analyse économique

30. Le projet générera de multiples avantages sur le plan social, nutritionnel, financier, économique et institutionnel. D'après l'analyse financière préliminaire, toutes les filières sélectionnées sont financièrement viables. Elles génèrent les retours sur investissement suivants: riz aromatique (céréales de qualité): 51%; banane (fruits): 30%; pomme de terre (légumes): 38%; aquaculture fondée sur la technologie: 67%; produits laitiers: 20%; viande rouge: 40%; viande de volaille: 29%; œufs de volaille: 37%. Par ailleurs, le Projet de transformation des entreprises rurales aura des effets positifs importants sur les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages ruraux. Il aura également pour avantage d'améliorer les services de conseil, d'accroître la sécurité alimentaire, de favoriser la santé des animaux (bovins laitiers, bovins de boucherie, volaille, et poissons et produits de la mer), de consolider l'accès au marché et de permettre le développement des entreprises rurales. Il générera en outre des perspectives d'emploi, en particulier pour les jeunes, en les associant aux activités des filières et en établissant des liens en amont et en aval avec les marchés.
31. L'analyse économique et financière montre que le projet sera rentable, avec un taux de rentabilité financière interne de 35%. Le taux de rentabilité économique interne sur une période de 20 ans est de 30%, avec un rapport bénéfices-coûts de 1,29. La valeur actuelle nette proposée sur une période de 20 ans s'élève à 275 millions d'USD.

Stratégie de sortie et durabilité

32. D'après leurs états financiers, les organisations partenaires sont financièrement viables et bien placées pour continuer à fournir des services financiers au-delà de la durée du projet. Les technologies, les services aux entreprises et les liens commerciaux mis en œuvre dans le cadre du projet devraient se poursuivre bien après la fin du projet en raison des avantages supplémentaires qu'ils procurent aux bénéficiaires. La PKSF a démontré sa capacité à intégrer et à maîtriser les innovations.

III. Risques

A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation

33. Les principaux risques liés au Projet de transformation des entreprises rurales et les mesures d'atténuation sont présentés en détail dans le tableau 4.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

Type de risque	Principaux risques	Mesures d'atténuation
Macroéconomique	La dynamique de marché des filières peut évoluer au cours de l'exécution.	i) Choix minutieux des filières avant l'exécution; ii) mise à disposition de technologies améliorées pour accroître la productivité; iii) possibilité de mettre en concordance le choix des filières avec les évolutions du marché
Stratégies et politiques sectorielles	Certaines politiques sectorielles régissant les services financiers à l'agriculture doivent faire l'objet d'un examen.	La sous-composante axée sur la concertation sur les politiques permettra d'établir une base factuelle en vue de la réforme des politiques et du renforcement des capacités.
Aspects techniques du projet ou du programme	Possibilité que les organisations partenaires ne soient guère en mesure de promouvoir les innovations technologiques.	i) Promotion de l'approche des partenariats public-privé; ii) promotion des services de conseil privés; iii) vulgarisation technologique; iv) gestion solide de la part de la PKSF; v) perfectionnement des compétences des organisations partenaires

B. Catégorie environnementale et sociale

34. Le projet est classé en catégorie B. L'impact négatif potentiel concerne certaines microentreprises et entreprises agricoles de plus grande taille. Les risques sont faibles et propres à chaque site. Ils peuvent toutefois être gérés au moyen de mesures d'atténuation que les responsables de l'exécution et les groupes cibles ont déjà définies et qu'ils ont les moyens de mettre en œuvre. Les risques sociaux sont minimales, dans la mesure où les interventions du projet visent l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières. Un cadre de gestion environnementale et sociale a été mis au point dans le cadre du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

35. Les risques climatiques liés à ce projet sont jugés modérés, compte tenu du choix proposé des filières et des zones cibles. Compte tenu du grand nombre d'études déjà réalisées au Bangladesh, une analyse élémentaire des risques climatiques a été réalisée au titre du cadre de gestion environnementale et sociale, pour déterminer les filières à soutenir. Le cadre de gestion environnementale et sociale intègre un référentiel de mesures éprouvées qui peuvent être mises en avant pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

D. Soutenabilité de la dette

36. Le ratio dette/ produit intérieur brut du Bangladesh s'élève à 27%, soit l'un des ratios les plus bas d'Asie. Les perspectives de croissance du pays sont positives. Dans leur dernière analyse de la viabilité de la dette, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international estiment que le risque de surendettement extérieur et de surendettement global du Bangladesh est faible.

IV. Mise en œuvre

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. Le Projet de transformation des entreprises rurales sera géré par la PKSF, organisation faîtière œuvrant dans le domaine du développement et dotée d'un conseil d'administration indépendant. La PKSF propose ses services par l'intermédiaire de 200 institutions de microfinancement agréées (appelées "organisations partenaires") qui comptent en tout 9 500 agences dans tout le pays. Grâce à ce vaste réseau, la PKSF fournit actuellement des services financiers inclusifs et d'autres services à 13 millions de ménages pauvres. L'actif total de la PKSF s'élève à 707 millions d'USD, en incluant son portefeuille de prêts en cours, dont la valeur atteint actuellement 178 millions d'USD, avec un taux de

recouvrement supérieur à 99%. La PKSF est supervisée par la Division des institutions financières du Ministère des finances.

38. La PKSF mettra sur pied, en interne, une unité de gestion de projet (UGP) aux fins de la gestion globale du projet. Cette UGP sera dirigée par un coordinateur ou une coordinatrice de projet qui sera désigné(e) parmi les cadres supérieurs de la Fondation. Elle comptera trois membres détachés de l'équipe principale de la PKSF, ainsi que 19 personnes recrutées sur le marché du travail. En collaboration avec la division des opérations de prêt de la PKSF, l'UGP assurera la mise en œuvre du programme de services financiers par l'intermédiaire des organisations partenaires, conformément aux normes et aux processus établis. Cette division apportera son concours lors de la sélection des établissements financiers non bancaires qui seront chargés de financer des entreprises agricoles et des sociétés de plus grande taille. Elle collaborera avec les organisations partenaires et les prestataires sélectionnés pour mettre en œuvre la composante "Renforcement des filières".

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

39. Dans le cadre du Projet de transformation des entreprises rurales, le risque inhérent à la gestion financière est considéré comme modéré en raison de la diversité et du caractère décentralisé des activités et du recours à plusieurs organisations partenaires et établissements financiers non bancaires. La décentralisation est une nouvelle approche du modèle opérationnel de la PKSF. Au cours de l'évaluation réalisée au stade de la conception, il a été tenu compte du contexte global de la gestion financière, de l'action actuellement menée pour améliorer les pratiques de gestion financière, des progrès accomplis en ce sens et de l'expérience acquise par la PKSF à l'égard du portefeuille du FIDA.
40. La PKSF dispose d'un système efficace de gestion financière, qui est géré par une solide équipe de comptables et d'experts financiers. Elle applique systématiquement les Normes internationales d'information financière dans toutes ses activités. Les comptes annuels du Projet de transformation des entreprises rurales seront audités par le cabinet chargé d'auditer la PKSF chaque année, conformément aux Normes internationales d'audit et au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. La conformité avec les règles d'information financière, d'audit et de performance des auditeurs sera contrôlée à intervalles réguliers et au cours des missions de supervision.
41. Conformément à la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, le Fonds applique une politique de tolérance zéro en matière de fraude, de corruption, de collusion ou de coercition dans le cadre des projets qu'il finance. À ce titre, non seulement le Fonds est tenu d'enquêter sur toutes les allégations de pratiques frauduleuses et d'appliquer les sanctions appropriées, mais aussi de promouvoir des mesures de contrôle préventives, telles qu'une évaluation des systèmes nationaux de gestion financière, d'audit et de passation des marchés relatifs au projet au cours de la phase de conception.
42. La passation des marchés respectera les procédures prévues par les autorités nationales, qui sont conformes aux exigences du FIDA. Conformément aux dispositions figurant dans la lettre au bénéficiaire, le Fonds procédera à un examen a posteriori ou à un examen préalable des activités de passation des marchés.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

43. L'UGP sera chargée d'établir le plan de travail et budget annuel, le plan de passation des marchés et le budget relatifs au Projet de transformation des entreprises rurales, et de le faire approuver par la direction et par le FIDA. Le plan comprendra un plan d'activités, des objectifs et un plan de dépenses, et devrait correspondre aux activités et aux objectifs globaux du projet.

44. Un système de suivi-évaluation efficace sera mis au point pour suivre les progrès grâce aux indicateurs prévus dans le cadre logique. Il fera partie d'un système informatique de gestion globale, qui servira de plateforme d'information et de mise en commun des savoirs. Le système de suivi-évaluation servira d'outil de gestion et permettra d'évaluer les progrès réalisés, d'apprécier la conformité, de cerner les contraintes et de déterminer des mesures propres à y remédier. Toutes les données seront ventilées par sexe, âge et lieu géographique.
45. Les activités de gestion des savoirs contribueront à la circulation efficace d'informations pertinentes entre le personnel du projet, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. Un plan d'action complet de gestion des savoirs sera élaboré dès les premières étapes de l'exécution. Les données relatives aux produits, aux effets directs et à l'impact qui seront générées par le système de suivi-évaluation serviront à l'élaboration d'études de cas, de notes d'orientation et de rapports. Ces documents seront utilisés à des fins de concertation sur les politiques, d'apprentissage entre pairs et, éventuellement, de reproduction à plus grande échelle. Les produits de gestion des savoirs seront communiqués sur différents supports, et notamment sous forme de blogs, de publications écrites, de vidéos et de messages sur les réseaux sociaux.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. Plusieurs activités novatrices seront réalisées dans le cadre du Projet de transformation des entreprises rurales. Parmi les plus notables, citons: i) le recours à des établissements financiers non bancaires pour acheminer des fonds; ii) l'instauration de la technologie des registres distribués (chaîne de blocs), du financement participatif et du commerce électronique. La PKSF peut, à terme, transposer ces innovations à plus grande échelle. De plus, étant donné que le Projet de transformation des entreprises rurales s'articule autour d'une approche fondée sur les filières, il pourra être transposé d'une zone géographique à l'autre par des partenaires du secteur privé ou dans le cadre de projets ultérieurs.

C. Plans de mise en œuvre

Plans de préparation à la mise en œuvre et de démarrage

47. Le FIDA et le Gouvernement ont défini les principales mesures à prendre pour garantir la préparation à l'exécution. Ces mesures sont présentées dans le tableau 5.

Tableau 5
Préparation de l'exécution

<i>Mesure</i>	<i>Partie/personne responsable</i>	<i>Date cible/engagements</i>
1. Établissement du plan de travail et budget annuel, du plan de passation des marchés et du manuel d'exécution du projet, qui seront soumis à l'approbation du FIDA.	Directeur de projet UGP/Projet de transformation des entreprises rurales	Avant le premier décaissement
2. Réaffectation de responsables de la PKSF et recrutement de personnel supplémentaire pour l'UGP.	PKSF	La réaffectation est en cours. Le personnel supplémentaire sera recruté au cours des six premiers mois.
3. Signature d'un accord de financement subsidiaire entre le Ministère des finances et la PKSF.	Ministère des finances et PKSF	Les négociations sont en cours. Elles devront se conclure avant l'exécution.
4. Signature d'accords de financement subsidiaire entre la PKSF et des organisations partenaires/établissements financiers non bancaires.	UGP de la PKSF	Au cours des trois premiers mois.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

48. Le FIDA fera régulièrement des missions de supervision conformément à ses procédures habituelles. Ces missions permettront d'examiner la performance du projet, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs et la conformité aux exigences fiduciaires. Le FIDA apportera régulièrement son soutien aux équipes de projet, notamment au cours des premières étapes de l'exécution, afin de remédier aux éventuels goulots d'étranglement. Des rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet seront établis dans un format préalablement approuvé par le FIDA.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

49. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
50. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

52. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables (67%) et à des conditions mixtes (33%) d'un montant équivalant à soixante et onze millions huit cent cinquante mille euros (71 850 000 EUR), soit environ quatre-vingts millions de dollars des États-Unis (80 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions figurant dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à neuf cent mille euros (900 000 EUR), soit environ un million de dollars des États-Unis (1 000 000 d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Negotiated financing agreement: " Rural Microenterprise Transformation Project "

(Negotiations concluded on 6 August 2019)

FINANCING AGREEMENT

Loan No: _____

Loan No: _____

Grant No: _____

Project name: Rural Microenterprise Transformation Project ("the Project")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

WHEREAS, it is expected that the Fund will receive co-funding from the Embassy of Denmark to be applied towards the implementation of the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The Loan Financing is granted on 67% Highly Concessional Terms and 33% Blend terms.

2. The amount of the Financing eligible for highly concessional terms is forty-eight million, one hundred thousand Euros (EUR 48 100 000).
3. The amount of the Financing eligible for blend terms is twenty-three million seven hundred fifty thousand Euros (EUR 23 750 000).
4. The amount of the Grant is nine hundred thousand Euros (EUR 900 000).
5. The Loan granted on highly concessional terms shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board. The rate is fixed for the life of the loan based on the related service charge in force at the time of approval of the Loan. The Loan is payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Financing shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board.
6. The principal of the Financing granted on highly concessional terms will be repaid at four and half per cent (4.5%) of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and one per cent (1%) of the total principal per annum for years thirty-first (31) to forty (40).
7. The Loan granted on blend terms shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
8. The Loan Service Payment Currency shall be the Euro (EUR).
9. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1 July.
10. Payments of principal and service charges shall be payable on each 15 April and 15 October.
11. There shall be two (2) Designated Accounts (collectively referred to as the "Designated Accounts") in EUR to receive the Loan and Grant proceeds respectively for the exclusive use of the Project. The two Designated Accounts shall be opened in the Bangladesh Bank under Special Account in Foreign Exchange (SAFE) arrangements. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the two Designated Accounts.
12. There shall be two Project Accounts (collectively referred to as the "Project Accounts") in local currency for the Loan and Grant proceeds respectively for the exclusive use of the Project. These two Project Accounts shall be opened in a Commercial Bank.
13. The Borrower/Recipient shall cause the Project Implementing Agency for the Loan as defined below in Section C of this Agreement to make available to the Project counterpart funds from its own resources an aggregate amount of approximately USD thirteen million United States dollars equivalent (USD 13 000 000).

Section C

14. For the Loan, the Project Executing Agency shall be the Financial Institutions Division (FID) of the Ministry of Finance of the Borrower/Recipient, and the Project Implementing Agency shall be the Palli Karma-Sahayak Foundation (the "PKSF"). A Subsidiary Loan and Grant Agreement (SLGA), satisfactory to the Fund, between the Ministry of Finance and the Project Implementing Agency shall govern the terms and conditions applicable to the Loan proceeds.

15. For the Grant, the Administrative/Executing Agency shall be the Ministry of Expatriates' Welfare and Overseas Employment (MoEWOE) of the Borrower/Recipient and the Implementing Agency shall be the Bureau of Manpower Employment and Training (BMET).

16. Additional Project Parties shall include, inter alia, institutions referred to in Schedule 1 to this Agreement.

17. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

18. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

19. The Fund will administer the Financing and supervise the Project. The Borrower/Recipient will also conduct its own administration of the Financing and supervision of the Project.

Section E

20. For the Loan, the following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The SLGA between the Ministry of Finance and the PKSF and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

21. For the Loan, the following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Fund's clearance on the SLGA between the Ministry of Finance and the PKSF shall have been provided to the Borrower/Recipient;
- (b) The Project Implementing Agency shall have informed IFAD of the designated Project Coordinator and the official responsible for the financial management of the Project.

22. For the Grant, the following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: The Administrative/Executing Agency shall have informed IFAD of the designated Grant Project Director and the official responsible for the financial management of the Grant.

23. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient and shall enter into force upon its signature of both Parties.

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF

Authorised Representative name
Authorised Representative title

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Target Population.** The Project's direct target groups consist of marginal and small farmers and micro-entrepreneurs. It indirectly supports all value chain actors (input suppliers, traders, processors, advisory services). In terms of poverty, the Project targets the (i) ultra-poor, (ii) transitional poor, and (iii) enterprising poor.
2. **Project Area.** The Project has a national mandate and will invest throughout Bangladesh. Specific focus areas will be selected based on poverty incidence, economic opportunity, implementability, and complementarity with ongoing investments in agricultural value chain development.
3. **Goal.** The goal of the Project is to sustainably increase the incomes, food security and nutrition of marginal and small farmers and micro-entrepreneurs across selected value chains.
4. **Objectives.** The development objective of the Project is the sustainable growth of selected rural commodity value chains with comparative advantage, market demand, growth potential, and backward linkages to small farmers and micro-entrepreneurs, with special focus on business clusters of micro-enterprises.

5. Components. The Project shall consist of the three following Components:

Component 1: Value Chain Enhancement. This component will enable rural producers and micro-enterprises to sustainably expand their activities through adoption of efficient production methods, compliance with internationally recognised food safety and traceability standards, and strong market linkages. It will contribute to creating an enabling environment that promotes the growth of micro and small enterprises, and strengthens their linkages with agribusinesses and other value chain actors. It has five sub-components: (i) organisation/Samity of producers; (ii) provision of technical and business services (including GGAP compliance) to producers through private advisory services; (iii) integration of actors across selected value chains; (iv) strengthening of downstream agribusinesses (including GGAP and HACCP compliance as required); and (v) policy dialogue with Government.

Component 2: Financial Services. This component will:

- (a) provide sustainable financial services to micro-enterprises and to growing/larger enterprises and agribusinesses allowing for the sustainable growth of their practices. It has the following sub-components: (i) provision of financial services to marginal and small farmers and micro-enterprises, preferably in business clusters, through partner organisations (microfinance institutions); (ii) provision of commercial finance to larger micro-enterprises as well as small/medium agribusiness companies through non-banking financial institutions (NBFIs);
- (b) provide training and capacity building for the optimal utilisation of remittances through support to the family members of overseas workers, which will be implemented by the Grant Administrative/Executing Agency.

Component 3: Institutional Strengthening and Project Management. This component aims to strengthen PKSF and Partner Organizations (POs) of PKSF capability as development organisations by leveraging trends in Information Communication Technology (ICT), financial services, commercial platforms and new technologies, and to ensure that the Project is managed satisfactorily. It has three sub-components: (i) PKSF capacity building; (ii) POs capacity building; and (iii) Project management.

II. Implementation Arrangements

6. Project Implementing Agency for the Loan. The PKSF, in its capacity as Project Implementing Agency, shall have the overall responsibility of the Project Implementation.

7. A Steering Committee with relevant stakeholders will be formed by FID to monitor the overall progress of the Project and to provide policy guidelines to the PMU.

8. Subsidiary Loan and Grant Agreement (the "SLGA"). The PKSF shall enter into a SLGA with the Ministry of Finance, acceptable to the Fund, to receive the Loan financing in the form of a loan and grant for the implementation of the Project. The Borrower/Recipient shall not take or permit any action which would interfere with the performance of PKSF's obligations under the SLGA. No rights or obligations under the SLGA shall be assigned, amended, abrogated or waived without the prior concurrence of IFAD.

PKSF shall on-lend the Loan proceeds for the purposes of the Project to the Partner Organization of PKSF (POs) and Non-Bank Financial Institution (NBFIs), each under a PO and NBF Financing Agreement respectively, and cause POs and NBFIs to apply such funds to the financing of expenditures for the Project in accordance with this Financing Agreement.

9. The Borrower/Recipient shall furnish, or cause to be furnished, to IFAD all such reports and information as IFAD shall reasonably request concerning (i) sub-loans to micro-enterprises through POs; (ii) sub-loans to larger enterprises and agribusinesses through NBFIs; and (iii) the administration, operations and financial conditions to PKSF, POs and NBFIs.

10. Administrative/Executing Agency for the Grant. The MoEWOE of the Borrower/Recipient shall have the overall responsibility for the implementation of the Grant.

11. Project Management Unit (PMU) for the Loan. PKSF will establish a PMU, integrated within its structure, for overall Project management purposes. The PMU will be headed by a Project Coordinator and will be supported by officers seconded from PKSF's core team and as well as recruited from the market. The PMU will work with PKSF's Microenterprise Department of Loan Programme Division to implement the financial services programme through POs as per established processes and norms. This Department will assist with the selection of qualified NBFIs for financing larger enterprises and agribusinesses and will work with POs and selected service providers for the implementation of the value chain component. The PMU will implement the value chain component following established practices under the IFAD-funded PACE project.

12. Project Management Unit (PMU) for the Grant. BMET will establish an appropriate PMU for the Grant.

13. Implementing Partners. The Project's implementing partners are PKSF, BMET, licensed POs and NBFIs. Other partners may be agreed upon between the Fund and the Borrower/Recipient as required during implementation. A special caution will be taken for the selection of NBFIs and their re-lending activities.

14. Project Implementation Manual. The Project Implementing Agency for the Loan shall finalise the draft PIM and submit it to the Fund for concurrence. Should IFAD not provide any comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objection. The Project Implementing Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund.

15. Key Project Personnel. Professional staff for the PMU shall be contracted under procedures acceptable to the Fund and professional staff will have qualifications and experience commensurate with their duties. The PMU will include the following key staff: (i) project Coordinator, (ii) financial management specialist, (iii) procurement specialist.

The recruitment and removal of key staff shall be subject to the concurrence between the Fund and the Implementing Agency.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant and the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	67% of the Loan granted on Highly Concessional (HC) terms EUR	33% of the Loan granted on Blend terms (BT) EUR	Grant EUR	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes and co-financiers)
I. Credit	35 000 000	17 200 000		67% HC and 33% BT
II. Grants & subsidies	6 500 000	3 200 000	900 000	Loan: 67% HC and 33% BT Grant 100%
III. Equipment & Materials	100 000	50 000		67% HC and 33% BT
IV. Consultancies & Workshops	1 600 000	800 000		67% HC and 33% BT
V. Training	2 400 000	1 200 000		67% HC and 33% BT
VI. Operating costs	2 500 000	1 300 000		67% HC and 33% BT
TOTAL	48 100 000	23 750 000	900 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Credit" under category I, shall mean eligible expenditures for two sub-components of Component 2 Financial Services: (i) Provision of financial services to micro-enterprises through partner organizations (microfinance institutions); (ii) Provision of commercial finance to larger micro-enterprises as well as small/medium agribusiness companies, through non-banking financial institutions (NBFIs);

"Grants & Subsidies" under category II of the Loan, shall mean eligible expenditures of activities under Component 1 of the project;

"Grants & Subsidies" under category II of the Grant, shall mean eligible expenditures from the Ministry of Expatriates' Welfare and Overseas Employment (MoEWOE) for training and capacity building for the utilisation of remittances;

"Equipment & Materials" under category III, shall mean eligible expenditures also for vehicles;

"Consultancies & Workshop" under category IV, shall include eligible expenditures for Technical Assistance activities;

"Operating costs" under Category VI, shall include eligible expenditures for salaries and allowances and general operating costs;

Project-related meeting expenses and Project-related travel expenses will follow PKSf existing policy. Honorarium, allowances and/or sitting allowances are not recognized by the Fund as eligible expenditures.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. Compliance with the Environmental and Climate Assessment Procedures. The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with national laws and regulations regarding environmental and climate-related safeguards. All sub-loans to microenterprises, larger enterprises and agribusinesses shall be screened for environmental and climate-related impacts according to PKSF's standard operating procedures.

2. Anticorruption Measures. The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time. The Fund may take appropriate measures in line with such Policy.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Project Goal To increase the income, food security and nutrition of farmers across selected value chains.	70% of project-supported households increase income by >30%.				Surveys of households and microenterprises.	At baseline, mid-term and completion.	PMU	-Economy maintains or increases growth rates -Terms of trade for rural communities will not deteriorate -Price inflation for staple food remains below 10% -Rural and peri-urban infrastructure available
	Households. - (%)		20	70				
Beneficiaries reporting improved food quality in their diet.				Surveys of households and microenterprises (profitability analysis)	At baseline, mid-term and completion.	PMU		
People. -(%)		15	30					
Development Objective The sustainable growth of selected rural commodity value chains with comparative advantages, market demand, growth potential, and backward linkages to small farmers and microentrepreneurs.	Households reporting an increase in production				Impact surveys of households and microenterprises (profitability analysis)	At baseline, mid- term and completion	PMU	-Government maintains favourable policies for small businesses -Government continues to support microfinance programs and NGO activities -Absence of political unrest that could adversely affect business and economic growth
	Households		75000	150000				
	% increase in sales of microenterprises in the value chains				Quantitative assessment of production, sales and profitability of microenterprises.	Year to year	PMU	
	% increase in sales		15	30				
% increase in profit of microenterprises in the value chains				Quantitative assessment of production, sales, and profitability of microenterprises.	Year to year	PMU		
% increase in profit		10	20					
Outcome 1. Beneficiaries adopt improved production methods and establish sustainable market linkages.	Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices				Impact surveys of households and microenterprises (profitability analysis)	At baseline, mid- term and completion	PMU	-PKSF and POs successfully establish collaborative business arrangements between enterprises and mainstream businesses -Private businesses are interested in sourcing products from microenterprises and willing to engage in partnerships in the selected value chains -POs establish separate non-financial services units and increase capacity to manage value chain projects -PKSF and POs successfully identify technologies and products for small producers within value chain subprojects and outside
	Households		200000	400000				
Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Impact surveys of households and microenterprises (profitability analysis)	At baseline, mid- term and completion	PMU		
Number of POs		500	1500					
Output 1.1. Organization.	Supported rural producers that are members of a rural producers' organization				Implementing partners' records and project records.	Quarterly	PMU	-Beneficiaries are willing to participate in producers' groups.
	Males		111250	222500				
	Females		111250	222500				
	Households provided with targeted support to improve their nutrition				Implementing partners' records and project records.	Quarterly	PMU	
Households		222500	445000					
Output 1.2. Technical and	Training days provided to farmers on GLOBAL GAP and HACCP.				Implementing partners' records and project	Quarterly	PMU	-Targeted beneficiaries are motivated to provide extension services.

business services.	Days				records			
	Persons trained in income-generating activities or business management					Quarterly	PMU	
	Males		2000	5500	Implementing partners' records and project records			
	Females		100	500				
Youth		1875	3750					
Output 1.3 Value chain integration.	Persons trained in production practices and/or technologies				Implementing partners' records and project records	Quarterly	PMU	-PKSF enhances overall capacity to manage value chain projects and supervise POs in these areas
	Total persons trained in crop production		80000	160000				
	Total persons trained in livestock production		40000	80000				
	Total persons trained in fisheries production		6000	12000				
Output 1.4 Enterprise strengthening.	Rural enterprises accessing business development services				Implementing partners' records and project records	Quarterly	PMU	-PKSF and POs have disposition over adequate human resources to implement these activities.
	Rural enterprises		300	550				
Output 1.5 Policy dialogue.	Policy-relevant knowledge products completed				Implementing partners' records and project records	Mid-term and completion	PMU	-Identified topics remain relevant throughout the project period.
	Number		1	2				
Outcome 2. Enterprises have access to sustainable financial services.	Households reporting use of rural financial services				Impact surveys of households and microenterprises (profitability analysis)	At baseline, mid- term and completion	PMU	-POs/NBFIs remain institutionally and financially viable and offer competitive loan products -No regulatory constraints or policies are developed that adversely affect financial service delivery
	Households		50000	100000				
Output 2.1. Sustainable financial services offered through partner organizations.	Persons in rural areas accessing financial services				Implementing partners' records and project records	Quarterly	PMU	-POs are financially sustainable and able to reach out to the targeted beneficiaries. -POs have human resources to reach out to targeted beneficiaries.
	Men		15000	25000				
	Women		35000	75000				
	Total persons		100000	100000				
Output 2.2. Commercial finance.	Enterprises supported by non-bank financial institutions				Implementing partners' records and project records	Quarterly	PMU	-Presence of non-bank financial institutions in project area. -Non-bank financial institutions have the human resources to monitor the outstanding loan amount.- Beneficiaries remain interested in borrowing from non-bank financial institutions.
	Enterprises		300	550				
Output 2.3 Utilisation of remittances.	Number families of overseas workers trained in capacity building.				Implementing partners' records and project records.	Quarterly	PMU - MoEWOE	-No changes in the policy environment for remittances. -No external events affecting the number of overseas workers.
	Households		2000	4500				
Output 3.3 Partner organizations' institutional strengthening.	Financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas				Implementing partners' records and project records	Mid-term and completion	PMU	-POs are interested in receiving support in the proposed topics.
	Service providers		15	25				